



GROUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES INITIATIVES
DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Première réunion ordinaire de 2020
Octobre 2020
Virtuel

OEA/Ser.E
GRIC/O.1/doc.49/20
19 octobre 2020
Original: anglais

**DOCUMENT DE RÉFLEXION SUR LE PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR PRIVÉ
VISANT À STIMULER LA CROISSANCE INCLUSIVE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS
DANS LE CONTINENT AMÉRICAIN LORS DE L'IXE SOMMET DES AMÉRIQUES**

*(Soumis par le Conseil des Amériques et la Chambre de Commerce des
États-Unis au Département d'État des États-Unis le 14 octobre 2020)*



U.S. CHAMBER OF COMMERCE
Americas

COA / COUNCIL OF
THE AMERICAS

DOCUMENT DE RÉFLEXION SUR LE PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR PRIVÉ
VISANT À STIMULER LA CROISSANCE INCLUSIVE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS
DANS LE CONTINENT AMÉRICAIN LORS DU IXE SOMMET DES AMÉRIQUES

*SOU MIS PAR LE CONSEIL DES AMÉRIQUES ET LA CHAMBRE DE COMMERCE DES
ÉTATS-UNIS AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS LE 14 OCTOBRE 2020*

La double crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie de COVID-19 a eu des effets mondiaux profonds qui continueront à façonner le bien-être économique des populations et des pays de l'hémisphère occidental dans les années à venir. La pandémie a également accéléré la tendance à la numérisation et à une véritable économie numérique. Le travail ardu entamé lors du sommet de Lima pour améliorer la compétitivité du continent américain reste, dans une grande mesure, encore à faire. Cette tâche est aujourd'hui plus urgente que jamais. **Les dirigeants devraient profiter du IXe sommet des Amériques pour lancer un ensemble audacieux d'initiatives de collaboration qui tirent parti de l'immense puissance de la numérisation, favorisent le commerce et l'intégration de chaînes d'approvisionnement résistantes, créent des économies de la santé solides et garantissent des investissements durables dans les infrastructures.** Faciliter la transformation numérique et l'économie basée sur des données, permettra de stimuler la croissance et la productivité dans tous les secteurs et toutes les économies, d'élargir l'inclusion financière, d'améliorer la transparence et de donner plus d'autonomie aux petites entreprises et aux entrepreneurs. En collaboration avec le secteur privé, les dirigeants peuvent définir la voie à suivre pour sortir de la pandémie plus forts, plus résistants et plus démocratiques et pour construire dans le continent américain une économie du XXIe siècle qui assure une croissance économique et des emplois solides et inclusifs.

Favoriser la productivité, la croissance et la transparence grâce à la transformation numérique

La pandémie a mis en évidence le rôle positif et intégral que les technologies numériques jouent dans nos économies, notamment dans la prestation des services publics, la gestion des soins de santé, l'inclusion financière et sociale et la santé des petites entreprises. Afin de positionner au mieux le continent pour cette ère numérique, **les dirigeants doivent profiter du Sommet pour privilégier des actions qui favorisent la transformation numérique et l'intégration des technologies numériques par le secteur privé, améliorent les services publics par l'utilisation des technologies numériques et établissent de nouvelles bonnes pratiques pour l'économie basée sur les données.** Il est crucial de combler le « fossé de la numérisation » entre les secteurs afin d'accroître la productivité et d'assurer la résilience des chaînes d'approvisionnement ; près de la moitié de la hausse potentielle découlant de la numérisation dans les prochaines années s'observera dans les secteurs industriels et l'agriculture. La numérisation du secteur public améliorera l'efficacité et la prestation des services, réduira les possibilités de corruption, augmentera la transparence et renforcera les institutions et la gouvernance démocratiques. Pour être réellement compétitive, la région a besoin de principes communs d'intelligence artificielle (IA) et de cybersécurité, de règles

harmonisées de protection de la vie privée et des données, d'un soutien robuste à la technologie financière (FinTech) et d'une circulation rapide et sûre des données à travers les frontières.

Tirer parti des tendances mondiales grâce à un nouveau programme commercial continental

Le COVID-19 a provoqué des perturbations inédites au niveau du commerce mondial et les transformations qui touchaient déjà les chaînes d'approvisionnement mondiales avant la pandémie s'accroissent et s'accroissent. Un récent rapport de McKinsey a révélé qu'entre 2,9 et 4,6 billions de dollars de flux commerciaux annuels pourraient changer au cours des cinq prochaines années, alors que les entreprises de secteurs divers investissent dans la résilience des chaînes d'approvisionnement. Afin d'exploiter cette tendance, **les dirigeants doivent profiter du Sommet pour lancer un programme commercial continental qui permettra à une économie véritablement régionale de prospérer, aidera les entreprises de la région à être compétitives au niveau mondial, fournira des incitations à créer des chaînes d'approvisionnement dans le continent américain, mettra sur un pied d'égalité les PME qui cherchent à se développer et à pénétrer de nouveaux marchés, et fera des Amériques une destination plus attrayante pour les investissements étrangers et nationaux.** Tout programme commercial régional devrait répondre aux préoccupations de longue date du secteur privé qui continuent à entraver le commerce et l'investissement. Ces préoccupations comprennent la protection de la propriété intellectuelle, les bonnes pratiques réglementaires, le traitement des entreprises d'État, la suppression des barrières commerciales et la facilitation des échanges. Les accords régionaux peuvent également constituer des outils puissants pour codifier des valeurs communes en matière de transparence, de travail et de droits de l'homme, d'État de droit et d'environnement. Des dispositions communes en matière de commerce numérique, couvrant des questions telles que la confidentialité, le stockage, le transfert et la sécurité des données ainsi que des bonnes pratiques réglementaires pour le commerce numérique, sont essentielles pour créer une économie régionale basée sur les données qui fonctionne comme un marché unique et peut concurrencer l'Europe et l'Asie.

Assurer la croissance et l'inclusion sociale grâce à des économies de la santé résilientes

Le COVID-19 a mis en évidence la fragilité des systèmes de santé et leur incapacité à faire face aux menaces de la pandémie et à la crise continue des maladies chroniques. Une « économie de la santé » solide est fondamentale, non seulement pour la protection des citoyens mais aussi pour la relance des économies. L'économie de la santé aux États-Unis compte pour 10 % des exportations du pays et 16 % des emplois ; au Chili, elle représente près de 10 % du PIB et soutient plus d'emplois que l'exploitation minière et l'agriculture. Compte tenu des importants enjeux de chaque instant en matière de santé, **il est nécessaire qu'une conférence ministérielle sur la santé fasse partie du processus du Sommet et que les dirigeants profitent du Sommet pour lancer un forum public-privé afin de bâtir des économies de la santé résilientes et dynamique, capables de conquérir une plus grande part du marché mondial de la santé et de garantir une protection contre les futures menaces sanitaires, exploiter les solutions numériques en matière de santé et permettre aux gens de vivre en meilleure santé et de manière plus productive.** Des financements innovants pour investir dans la santé comme moyen de développement économique et social, l'harmonisation des réglementations, la rationalisation et la transparence des marchés publics et l'adoption des technologies numériques de santé seront essentiels pour élargir l'accès, améliorer l'efficacité et réduire les coûts.

Catalyser une croissance inclusive par la transformation des infrastructures

Le Continent américain est confronté à un important déficit en infrastructures qui entrave la croissance économique inclusive et durable mais les pays connaissent un niveau d'endettement croissant qui nuit à la capacité des pouvoirs publics d'investir. Selon la BID, une « transformation » des infrastructures par des gains d'efficacité, la numérisation et l'accent mis sur le rapport qualité/prix des services aux consommateurs contribuerait à la reprise post-pandémique de la région et à la réduction des inégalités. Les progrès nécessaires ne peuvent être réalisés que par des investissements du secteur privé, directs ou de portefeuille, qui bénéficient de l'État de droit et de régimes d'investissement tournés vers l'avenir, ainsi que par des financements officiels qui garantissent que les pays moins développés et les populations mal desservies en bénéficient également.

Les dirigeants devraient profiter du sommet pour faire progresser les partenariats public-privé et les réformes des marchés publics d'infrastructures qui permettront d'accroître le financement des infrastructures et de promouvoir des investissements durables et de qualité dans les infrastructures, en particulier dans les secteurs essentiels à la création d'une économie numérique régionale performante. L'infrastructure nécessaire pour fournir une connectivité de haute qualité dans toute la région relève de toute une série de secteurs, allant de l'énergie au transport, en passant par les télécommunications, le développement de logiciels et l'intelligence artificielle. Les processus numérisés d'appel d'offres et de délivrance d'autorisations, les programmes de certification de durabilité et la professionnalisation des responsables des marchés publics permettraient d'accroître la transparence, de réduire les retards et de mieux intégrer les apports du secteur privé et de la société civile.

Libérer le pouvoir des investissements pour le développement durable

La fragmentation réglementaire, les complications pratiques et les autres obstacles aux investissements durables entravent la capacité des investisseurs à évaluer les risques et les rendements. En collaboration avec le secteur privé et les partenaires de développement, **les dirigeants devraient profiter du sommet pour commencer à élaborer une approche coordonnée de la durabilité qui donnera plus de clarté aux investisseurs. Cette approche devrait inclure l'établissement d'une feuille de route pour la normalisation et la mise en œuvre de protocoles de gestion durable intégrant des critères pertinents et mesurables alignés sur les normes mondiales.** Ces cadres, qui devraient être axés sur une perspective à long terme, peuvent être utilisés comme des outils d'orientation pour aligner les priorités d'investissement des secteurs public et privé afin de parvenir à une croissance durable et inclusive. Cela permettra au système financier mondial, y compris aux institutions financières internationales et aux gestionnaires d'actifs, d'aider les milieux d'affaires internationaux et nationaux à relever des défis tels que le changement climatique, l'égalité des sexes et des races et la préservation de l'environnement, en tenant compte des principes environnementaux, sociaux et de gouvernance volontaires, scientifiques et souples dans les décisions d'investissement.

Préparer les travailleurs à réussir dans un avenir numérique

Les connaissances et les compétences nécessaires à l'avenir numérique sont les clés de la réussite pour tous les étudiants et les travailleurs dans l'économie du XXI^e siècle et sont particulièrement importantes pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat. Les compétences nécessaires doivent être développées dès le plus jeune âge et comprennent la formation continue dans le domaine des

STEM et la formation professionnelle à l'utilisation des technologies numériques. **Les dirigeants devraient profiter du Sommet pour lancer une initiative qui rassemble les gouvernements et le corps enseignant avec le secteur privé afin de développer des cursus et programmes de formation basés sur l'économie numérique et de promouvoir l'utilisation des technologies numériques dans l'éducation, pour s'assurer que les travailleurs de la région puissent s'épanouir dans l'économie mondiale des données qui évolue rapidement.**

S'associer au secteur privé pour transformer l'économie continentale

Un effort réussi pour promouvoir l'investissement et le commerce du secteur privé dans la région sera le principal facteur garantissant la croissance économique et l'emploi après la pandémie. Selon la Banque mondiale, l'aide publique au développement en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2018 s'élevait à un peu plus de 10 milliards de dollars, ce qui représente environ 0,2 % du revenu national brut de la région. L'investissement étranger direct dans la région en 2018 s'élevait à 276 milliards de dollars, soit plus de 25 fois plus.

Les dirigeants devraient profiter du Sommet pour approfondir la collaboration avec le secteur privé en transformant le processus du Sommet lui-même afin de donner aux dirigeants et aux PDG l'espace nécessaire pour tracer collectivement une voie permettant de tirer parti des tendances émergentes et transversales. Le *Americas Business Dialogue* (ADB) a été le principal forum permettant au secteur privé régional de contribuer au processus du Sommet. Une collaboration plus soutenue est toutefois nécessaire si nous voulons transformer l'économie de notre continent. Des consultations sectorielles formelles, orientées vers l'action, qui rassemblent en permanence les secteurs public et privé au niveau des dirigeants, des ministres, des hauts fonctionnaires et même des organismes de réglementation, garantiront une approche unifiée, large et solidaire pour générer une croissance et des emplois durables et inclusifs dans les Amériques. Dans le sillage de la pandémie COVID-19, le IX^e Sommet organisé par les États-Unis offre aux chefs d'État et de gouvernement une occasion unique de se joindre aux chefs d'entreprise pour remodeler l'économie continentale et la mettre résolument sur la voie d'une reprise économique solide et inclusive.